

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BO 22-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

## VIVE LA LIBERTE... DU CAPITALISME !

### La Chambre la plus à gauche, et la politique la plus réactionnaire

Eh bien ! cette fois, la démocratie coule à pleins bords, comme disait cet autre. Nous sommes servis. Daladier, jaloux sans doute des lauriers de Hitler et Mussolini, nous montre ce dont est capable un Jacobin de thermidor.

Après la législation par décrets, la prorogation du Parlement, la « démocratie » française se modèle de plus en plus sur les régimes totalitaires. Tous les principes sur lesquels vit la République sont répudiés radicalement. Le pouvoir législatif est aboli. Le judiciaire est aux ordres de l'exécutif qui devient tout-puissant et échappe à tout contrôle.

Le fait n'est pas absolument nouveau dans l'histoire politique de la France. Il y a déjà eu des précédents, l'Ordre Moral par exemple et les Ordonnances de Charles X. Daladier ne fera pas mal plus tard, aux côtés du monarque absolutiste et de Mac-Mahon. La réaction pourra s'enorgueillir de ce profil d'adjudant obtus qui est celui du dictateur actuel de la France.

De l'adjudant, il n'a pas seulement le faciès, mais l'âme aussi. La liste des pénalités encourues par l'infraction aux décrets-lois sonne comme les extraits du Code inscrits au dos du livret militaire.

Défense de dire que la natalité n'est pas toujours bienvenue dans les foyers misérables, et qu'il vaudrait mieux parfois s'en abstenir, sous peine de prison. Défense d'être célibataire sous peine d'amende. Défense de mal parler de « l'Empire ». Défense de ceci ; défense de cela. Verboten, Verboten ! Poincaré auprès de Daladier apparaît comme le prototype du républicain.

On a parlé, à propos de ces décrets-lois, de fascisme. Certes, l'analogie avec les procédés de gouvernement des Etats totalitaires est certaine. Mais plus encore que du fascisme, nous sommes en présence de la réaction bourgeoise la plus sordide, la plus noire.

Le discours de Paul Reynaud et sa justification cynique du profit capitaliste à propos des bénéfices des munitionnaires en témoignent. Extrayons-en cette perle : « Quand un industriel ou un artisan travaille à la défense nationale, pourquoi lui dirait-on à lui seul, alors qu'on trouve légitime le profit de tous les autres producteurs : « Puisque tu collabores à la défense nationale, tu seras privé de profit » ? ».

Oui, en effet, pourquoi ? Pourquoi priver MM. Schneider, Renault, de Wendel, etc., de leur profit ? Ces messieurs ont droit à leur petit bénéfice tout comme leurs ouvriers. Ça, c'est de l'égalité. Liberté, égalité, fraternité. La République 1939, c'est le régime de la liberté... du capitalisme.

Mais il serait injuste d'en imputer la responsabilité à nos seuls dirigeants. N'oublions pas que cette Chambre qui accepte si facilement

d'être introuvable, fut LA PLUS A GAUCHE de la III<sup>e</sup> République. Qu'on se souvienne des espoirs fous suscités dans les masses par le Front populaire. Nous avions prévu alors la faillite qui se parachève aujourd'hui. Nous affirmons que le prolétariat ne pouvait pas attendre une amélioration durable de son sort par la voie du parlementarisme. Nous montrions que la logique même du capitalisme était incompatible avec la défense des intérêts ouvriers.

Au lieu de conduire les travailleurs sur la voie de l'action révolutionnaire et d'expropriation, les dirigeants socialistes, syndicalistes et surtout communistes les ont ligotés dans les rêts du nationalisme le plus stupide. Cela devait amener le triomphe de ceux pour qui la Patrie, la Nation, etc., sont la vraie religion d'être du capitalisme. Aujourd'hui c'est chose faite...



### TOUS

à la GRANDE BALADE, dimanche 6 août, à MONTFERMEIL, au lieu dit les 7-ILES.

Militants et sympathisants de l'U.A. et du « Libertaire » sont cordialement invités.

Taxis à Jaurès.

Trains à la gare de l'Est.

### Au moment où s'abat sur nous la répression « impériale »

Cette semaine encore, notre Libertaire n'a pu paraître que grâce au dévouement de quelques camarades qui ont avancé l'argent nécessaire. Les premières souscriptions — dont nous donnerons une liste la semaine prochaine — de 20, 50, 100 francs, nous sont parvenues. Elles nous ont été d'un très grand secours. Mais cet exemple doit être suivi par tous, pour nous permettre de traverser les mois difficiles d'été.

Nous nous adressons particulièrement à tous nos abonnés et dépositaires en retard pour qu'ils s'acquittent dans le plus bref délai du montant de leurs dettes. Nous adressons aussi un pressant appel à tous nos amis qui travaillent dans les industries privilégiées, car c'est à eux qu'il appartient surtout de faire l'effort qui permettra au Libertaire de continuer sa lutte.

Au moment où sur nous s'abat la répression « impériale », assurer la vie du Libertaire est, répétons-le, le premier devoir de tout militant. Que tous nos camarades n'oublient jamais cette vérité et que rapidement ils nous envoient leur aide financière.

Envoyer les fonds à Scheck André, 9, rue de Bondy, Paris-10°. Chèque postal : Paris 487-78.

### VINGT-CINQ ANS APRÈS

## Le crime n'a pas servi de leçon

Il y a vingt-cinq ans, le 2 août 1914, la plus horrible guerre qui ait jamais ensanglanté le monde éclatait. En quelques heures, tout ce qui avait représenté le progrès moral disparaissait. Un véritable vent de folie parcourut le monde. Dans tous les pays européens des millions d'hommes quittèrent leurs travaux, leurs affections pour aller s'entretenir. Toutes les grandes proclamations, les ordres du jour des Congrès internationaux ouvriers furent emportés par cette tempête.

La vieille social-démocratie allemande, détentrice de l'orthodoxie marxiste, se retrouvait, à part quelques rares exceptions, tout entière derrière son cher Kaiser. En France, où le mouvement antimilitariste avait été activement mené par une C.G.T. anarcho-syndicaliste jeune et vigoureuse, une réaction patriotique traversait le pays. Jusqu'au dernier jour les meetings et les manifestations s'étaient succédés. « Nous ne ferons pas la guerre », « la classe ouvrière répondra à la mobilisation par la grève générale », clamaient tous les militants syndicalistes. Et le 2 août, lorsque les affiches de mobilisation furent collées, le bureau confédéral réalisait l'Union sacrée.

La trahison de l'internationalisme prolétarien était partout. Non seulement dans les chefs, mais aussi dans les masses. Une erreur courante c'est de toujours reprocher la trahison aux seuls chefs ; mais les masses étaient aussi coupables qu'eux.

Une hystérie patriotique gagna tout le pays. Tous les magasins dont les propriétaires portaient un nom à consonance germanique étaient pillés. Les scènes les plus odieuses eurent lieu. Ivres d'alcool, les prolétaires gagnaient la gare de l'Est, en chantant, en hurlant : « A Berlin ! à Berlin ! » Et les trains couverts d'inscriptions les emmenaient au champ d'honneur. Que pouvaient faire les militants de la C.G.T. pour empêcher cela ? Rien. Ils ne pouvaient que sauver l'honneur du prolétariat, ne pas collaborer au crime collectif, et c'est ce qu'ils n'ont pas fait. Là est leur faute, pour ne pas dire plus.

Pendant cinquante-deux mois, jour et nuit, dans l'eau, dans la boue, grelottant de froid, tremblant de peur, attendant la mort à chaque minute qui s'écoulait, en proie aux pires souffrances morales et physiques, les travailleurs de tous les pays se sont entr'égorgés. A l'arrière, les capitalistes de tous les pays édifièrent des fortunes colossales en trafiquant sur la mort. Les femmes des « héros » collaboraient au maintien moral en tournant des obus et en réalisant l'Entente cordiale, avec les hommes de toutes races, de toutes couleurs que l'on amenait des quatre coins du monde, pour mourir sur notre sol pour la cause de leurs maîtres. Jamais immoralité ne fut plus grande qu'à cette époque. Le vieux monde capitaliste en fut contaminé au point qu'il ne put jamais se rétablir.

La paix ne fut jamais totale. Le monde traîne encore aujourd'hui le boulet de cette guerre. Dans les pays victorieux, tous ceux qui pendant quatre ans avaient été refoulés se relançaient dans la vie avec une frénésie de jouissance insatiable. L'enrichissement était facile, dans la reconstruction des ruines. Tous gagnaient de l'argent. La vie redevient belle. Tous, oubliant les souffrances d'hier, se laissaient entraîner dans ce nouveau tourbillon d'immoralité. Et les jeunes générations naissaient, se développaient dans cette folie. Le mouvement ouvrier qui avait semblé renaitre après la guerre, était tombé dans l'apathie après les grèves de 1920. Diverses maladies qui nous venaient de cette nouvelle maladie qui nous venait de la révolution russe, le bolchevisme, il était incapable de s'opposer à ce courant.

Les pays vaincus étaient en proie à une profonde crise économique, que le désordre capitaliste devait étendre sur tout le globe. Depuis la guerre, avec des périodes de prospérité et de crise, contaminée, pourrie, la bourgeoisie vit dans une agonie qui ne prend pas fin. Les régimes démocratiques succombent pour faire place à des régimes totalitaires. Les prolétaires vont de défaite en défaite et dans ce monde agonisant, de nouveaux les armées se remettent en marche. Dans quelques mois, sinon dans quelques semaines, nous risquons de connaître une nouvelle catastrophe pire que celle de 1914.

Vingt-cinq ans après, voilà où nous en sommes ! Et contre le nouveau crime qui s'organise, il n'y a pas cette année de manifestations. Les chefs n'ont pas attendu la trahison des masses pour trahir, ils leur ont montré l'exemple. Les communistes, sur l'ordre de Moscou, ont repris le clairon de Déroulède. Ils sont les plus grands responsables de la défaite actuelle de la classe ouvrière. Le bolchevisme a parachevé l'œuvre de la guerre.

Nos maîtres auraient tort de croire pourant qu'ils sont définitivement victorieux. Les réactions saines déjà s'annoncent dans le prolétariat, qui se présentera demain comme une force jeune montant à l'assaut du vieux régime capitaliste. Dans son ascension il balayera d'abord ces partis politiques, qui prétendent faire son bonheur, qui représentent la classe aristocratique prolétarienne, aussi pourrie que la bourgeoisie elle-même. Ce sera la première réaction saine du prolétariat qui lui ouvrira la route de l'émancipation.

RENE FREMONT.

## TOUT AVORTE !

par Pierre LE MEILLOR

Le temps est à l'avortement. Le programme du Front Populaire ? Avorté !

Projet d'amnistie ? Avortement complet et... accouchement d'une toute petite souris, minuscule, genre Paul Reynaud.

Il faut reconnaître aussi que cette fille publique qu'est la foule électorale ne prit « aucune précaution » pendant son dernier flirt de juin 36.

Elle eut, une fois de plus, aux paroles menteuses, aux promesses d'amour et de bonheur futur de ses nombreux aspirants séducteurs.

Elle se donna naïvement, bêtement, comme toujours ; on peut même dire qu'elle se livra complètement, pieds et poings liés aux nombreux « poisses » qui lui offraient leur protection.

Elle choisit donc « son homme » en déposant dans une boîte à malice appelée Urne — ce n'était pas l'urne d'amour — un petit billet doux portant le nom de celui qu'elle avait choisi comme « protecteur ».

Puis ce fut la lune de miel, cela dura à peu près trois fois quinze jours... Dorénavant, elle ne se prostituera plus que pendant quarante heures par semaine au lieu de quarante-huit.

Quinze jours par an elle échappera au contrôle de ses « barbeaux ».

En un mot on lui accorda un tas de toutes petites faveurs qui pouvaient lui faire croire que les maquereaux modernes avaient changé de mentalité.

Maintenant on ne la battrait plus ; elle sera toujours la fille publique, mais on aura pour elle des égards, etc... sa confiance en ses « messieurs » était sans limite.

Mais tout a une fin. Un soir qu'elle voulut un peu changer d'air, augmenter son « espace vital », elle se rendit dans la direction de Clichy — alors, adieu chères illusions ! Ses « protecteurs » ne l'entendirent pas ainsi.

De quoi, de quoi ? Changer de bitume sans nous prévenir ? Et ils chabèrent dans le tas, avec tant de cruauté que la foule électorale laissa sur le carreau plusieurs de ses membres.

En 3<sup>e</sup> page l'article de Sébastien Faure

Ce fut la fin... Adieu beaux rêves d'amour ! Ce fut l'avortement de tous ses beaux projets, avortement sur toute la ligne.

En prison les avorteurs ! Car au moment où l'on traque les « faiseuses d'anges », il ne faudrait peut-être pas oublier les « faiseurs » tout court.

Je lis dans les journaux qu'un décret-loi vient de décider l'aggravation des peines frappant les auteurs de manœuvres criminelles et leurs complices.

(Lire la suite page 2.)

### Sous la botte impériale Scandaleux verdict à la 12<sup>e</sup> Chambre

LECOIN, FAUCIER, VINTRIGNER, 2 ANS DE PRISON  
LOUZON et HENRI JEANSON, 18 MOIS DE PRISON  
pour « atteinte à l'intégrité de l'Empire »

C'est encore un jugement inique et scandaleux que vient de rendre contre le journal « S.I.A. » la 12<sup>e</sup> Chambre correctionnelle. Elle a condamné par défaut Robert Louzon et Henri Jeanson à 18 mois de prison et 500 francs d'amende et Lecoïn, Faucier et Vintrigner, chacun à deux ans de prison et 1.000 francs d'amende.

Ils étaient poursuivis en vertu d'un récent décret-loi pour « atteinte à l'intégrité de l'Empire ». Les deux premiers comme auteurs d'articles « ayant pour but de soustraire à l'autorité de l'Empire une partie du territoire national ». En tant que secrétaire de rédaction et qu'administrateur de « S.I.A. », Lecoïn et Faucier étaient également visés, ainsi que Vintrigner qui répondait en qualité de gérant du journal.

Ainsi, c'est la dictature avouée puisque la liberté de la presse est ainsi supprimée en fait par un décret totalitaire. Pour la première fois, non seulement sont victimes

de la répression les signataires d'articles incriminés et le gérant, mais encore le secrétaire de rédaction et l'administrateur. Les principes élémentaires de la démocratie républicaine et de la liberté d'expression sont rayés par un gouvernement qui s'appuie sur les ukases d'un seul homme ou d'une minorité spoliatrice.

La haine de classe égare décidément nos maîtres et le système répressif qu'ils tentent d'implanter montre à quel degré le fascisme pénètre chez nous de jour en jour. Plus que jamais, il importe que tous comprennent l'ampleur de la lutte qu'on nous livre et que tous ceux qui attachent encore un prix à la liberté nous rejoignent dans le combat qui est engagé.

Il faut que la protestation grandisse contre le régime odieux auquel on voudrait nous soumettre.

Les jugements que rend une magistrature domestiquée, ne nous feront pas capituler.

### “Une, Grande, Libre” !

Nous avons dit, la semaine passée, les raisons qui nous semblaient devoir prémunir contre des espérances excessives quant à de nouveaux changements en Espagne. Mais par contre, il n'est pas indigne non plus de désespérer.

Malgré les démentis officiels, les mises au point, les embarras publiques, il est certain que la situation en Espagne ne se corrige pas dans le sens de l'apaisement. Serrano Suñer peut bien affirmer dans une déclaration officielle qu'il est on ne peut plus d'accord avec Queipo de Llano et Yague, il est clair que d'irréductibles dissensions persistent dans l'Espagne désormais « UNE, GRANDE, LIBRE » (sic).

En fait d'être UNE, l'Espagne est à l'heure actuelle divisée en d'innombrables tronçons. Du côté des vainqueurs, monarchistes, phalangistes, requetés sont condamnés à se heurter sur des oppositions irréductibles. Quant aux vaincus, dont nous ne parlerons que pour mémoire, leurs divisions sont aussi profondes. En résumé, on distingue de part et d'autre plusieurs grands courants dont la convergence paraît à peu près irréalisable.

GRANDE, l'Espagne ? Soumise à la plus affreuse des guerres, elle aura bien assez de panser ses blessures pour penser avant longtemps aux rêves impériaux...

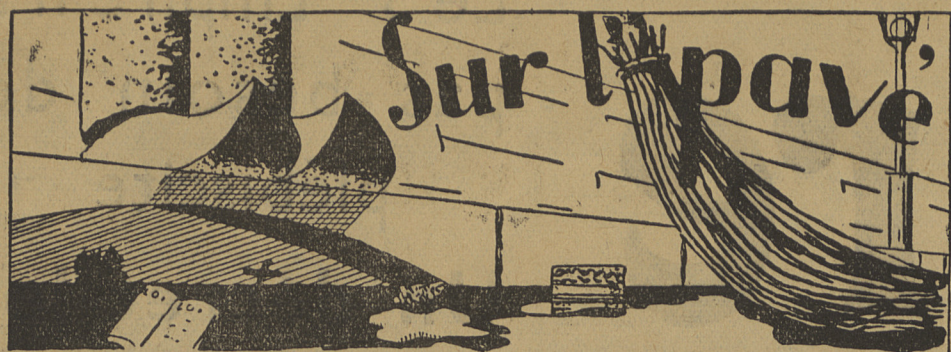
Quant à être LIBRE, l'asservissement à Hitler et à Mussolini d'un côté ; les massacres, les fusillades, les emprisonnements des vaincus de l'autre, donnent à ce dernier terme de la trilogie franquiste un sens d'ironie plutôt lugubre.

On parle ces jours-ci de l'éventualité d'une restauration monarchique. Revoir le fétard de Deauville sur le trône d'Isabelle, ou même son rejeton avarié, avouons que ce serait puissamment grotesque. Cependant Londres n'y renonce pas, soyons-en sûrs. C'est peut-être ce qui pourrait advenir de mieux à ce Franco qui, voulant jouer les Cromwell, a à peine la taille des Monk.

Préférerait-il être le Bonaparte d'un dictoire militaire comme le bruit en court ? Un peu trop petit, quand même !

Quoi qu'il en soit, il est peu probable que M. Franco Bahamonte, dictateur de toutes les Espagnes, atteigne dans son emploi l'âge de la retraite.





## UN NOUVEAU MUNICH

Tandis que les propagandes française et allemande s'activent à créer un climat d'hostilité entre les peuples des deux pays, il en est qui entretiennent au-dessus des frontières d'excellentes relations. Ainsi les officiers de cavalerie, qui se mesurent aux concours hippiques, les officiers d'aviation qui s'affrontent en matches amicaux, etc.

Dimanche dernier, à Munich, s'est couru le « Ruban brun », une course de chevaux, avec pari mutuel bien entendu. C'est un cheval français appartenant à M. Boussac qui a gagné. Il est rentré au pesage aux accents de la Marseillaise.

De nombreuses personnalités françaises, dont le propriétaire, l'entraîneur et une séquelle de généraux se congratulaient avec le haut gratin allemand. Décidément, il n'y a encore que pour ces pauvres c... de pros les frontières existent !

## LES TITRES BIEN CHOISIS

Pendant les quelques loisirs que lui laissent les opérations financières destinées à sauver la patrie, l'accouchement de décrets-lois et la préparation de ses homélies radiophoniques, M. Paul Reynaud a eu le temps d'écrire un livre qui nous est annoncé en librairie.

Si la verve littéraire du minuscule est du même tonneau que le ton de ses discours, son volume doit être un chef-d'œuvre de pompiérisme.

Avec une rare opportunité ou, qui sait, une pointe d'ironie, Paul Reynaud a intitulé son livre : « Courage de la France ».

En effet, on peut le dire, courage de la France de supporter ce microbe et ses succédanés.

## UN MOYEN DETOURNE

Le gouvernement de M. Daladier vient de prendre des mesures spéciales contre l'avortement et contre les invertis. C'est sans doute à cause du préjudice qu'ils causent à la natalité qu'on va les péderastes.

Il va y avoir en tout cas du pain sur la planche pour les policiers de la brigade des « tantes ».

A ce qu'on prétend, dans les milieux bien informés, il s'agirait là d'une manœuvre politique.

En effet, dans les affaires de propagande étrangère récemment découvertes, certain directeur de journal, célèbre par la couleur agréable de la chemise de ses rédacteurs, aurait été visé.

Faute de preuves suffisantes, on n'a rien pu contre lui. Mais le récent décret contre les invertis met une arme de plus aux mains du gouvernement. Le personnage en question n'a plus qu'à bien se tenir !

## LES PETITS MALINS

Tout le monde parle de M. King Hall, cet épistolier abondant qui envoya des milliers de lettres en Allemagne.

M. Goebbels a répondu en même monnaie et il semble que, tant par courriers que par T.S.F., chaque gouvernement entreprenne désormais de s'adresser directement au peuple d'en face.

Récemment, un journal de droite s'en prenait au Dr Goebbels à propos des missives que ce dernier avait adressées aux habitants de la ville de Cork.

« Il ferait mieux d'apprendre la géographie », disait-il en substance. M. Goebbels a en effet libellé ses adresses avec l'indication suivante : Cork (Angleterre). M. Goebbels ignore sans doute que Cork n'est pas en Angleterre, mais en Irlande ».

Voilà une remarque qui va certainement faire plaisir aux autonomistes irlandais, eux qui s'efforcent de prouver, à coups de bombes, que l'Irlande est l'Irlande et non l'Angleterre.

## ET POURQUOI PAS ?

Pierre Audiat sévit dans Paris-Midi, « de Midi à Midi ». Dans le numéro du 27 juillet, il rappelle l'anniversaire de Thermidor, il demande, en signe de réjouissances, l'arrestation de militants d'extrême-gauche et la libération de journalistes poursuivis pour leur action antirépublicaine. Pour tout cela, qu'il ne se tourmente pas ; ça sera fait. Daladier s'en charge. Et pourquoi pas ? conclut-il, si la Révolution est un bloc.

Pour notre part, nous sommes prêts à accepter la chose, nous demanderions seulement que l'on reprenne la Révolution au 14 juillet, et que l'on en suive le processus. Ainsi, au 14 juillet, les ouvriers, les armes à la main, se seraient emparés de la Santé, ce qui aurait fait rudement plaisir à nos amis Coudry et Saïl Mohamed.

Le 4 août, les maîtres de l'industrie et de la finance viendraient sur l'autel de la Patrie sacrifier leurs privilèges. En septembre, la « canaille » envahirait les prisons et fera un sort aux

cagoullards et à tous ceux qui ont reçu de l'argent de l'étranger. Octobre, promenade à Versailles. En janvier, en souvenir de Louis XVI, on procéderait au raccourcissement de notre « empereur ». Et tous les bourgeois — nos ci-devant — à la lanterne.

Après cela, nous serons prêts à prendre la place de Robespierre et de ses amis. Nous aurons au moins eu la chance d'éprouver de grandes joies.

## ABUS DE CONFIANCE

Au préventorium de Kerlaz, près de Douarnenez, ceux et celles qui viennent chercher l'amélioration ou la guérison y trouvent surtout une délicate attention des préposés au « Salut de l'âme », le reste étant jugé par les dirigeants comme secondaire.

Une jeune fille de notre connaissance vient d'en faire l'expérience. Dans ce curieux préventorium, une ingurgitation massive quotidienne de messes, cantiques, prières, lectures religieuses, « salut » remplace la cure de silence et la culture physique. La nourriture, passablement substantielle, est peu variée. En compensation et pour ouvrir l'appétit aux malades, sans doute, l'aumônier préside aux repas.

Aux protestations des parents venus retirer leur enfant, après cinq jours passés dans ce lieu si peu engageant, il fut répondu que cet établissement était catholique. Or, les malades y sont placés par un office départemental, lequel ne se soucie guère d'informer les postulants des pratiques religieuses auxquelles on voudra les soumettre. Il y a là un abus de confiance et une atteinte grave à la liberté de conscience.

Monsieur Dubalai.

## TOUT AVORTE !

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Entièrement d'accord ! Je demande donc la pendaison pour tous les chefs du Front Populaire qui tombent directement sous le coup de la loi, car, en 1936, ils ont pratiqué des « manœuvres criminelles » sur cette pauvre prostituée qu'est la foule électorale.

Manœuvre criminelle la cavalcade de la Bastille à la Nation ; manœuvre criminelle le fameux serment du 14 Juillet.

Manœuvre criminelle aussi, Daladier sa-

## LA BOITE AUX BOUQUINS

## Quarante-huit (1)

par JEAN CASSOU

1848. « ... Des barricades se dressent, un drapeau inconnu fait flotter ses plis noirs, des mots d'ordre après, directs, immédiats, retentissent, exigeant de la société ce qu'elle ne veut ni ne pourrait donner sans mourir à elle-même. » Ecœurés par les bourgeois sans grandeur auxquels Guizot a dit : « Enrichissez-vous » et qui se collent à eux comme des tiques, les ouvriers veulent prendre en main leur destinée et voir s'il n'y a pas d'autre remède à leur misère que « par la patience et la résignation. » Un instant il semble que leur rêve se réalise. Au premier coup de feu tiré par les faubourgs, la poire historique a fondu et disparu dans les ténèbres de l'exil. Un gouvernement provisoire s'est formé auquel participe un ouvrier authentique, Albert. Des nouvelles rassurantes parviennent de l'étranger. Metternich s'est enfui, chassé par la révolution. Des jacqueries éclatent dans la Forêt-Noire ; tout l'Italie se soulève. A Paris des légions se rassemblent pour courir à l'aide des peuples opprimés. Est-ce la République universelle qui va sortir de ces journées héroïques ? Hélas non ! En quelques mois, la réaction regagne le terrain perdu. La répression est féroce. Les fusillades jettent par terre le meilleur de la classe ouvrière. A Paris, les journées de juin ont séjourné. Le sinistre Cavaignac brisera net la confiance du peuple. L'ombre inquiétante du prince Louis-Napoléon peut s'avancer sans crainte et préparer son coup d'Etat. Les ouvriers ricane- ront quand le député Baudin s'écriera d'une voix théâtrale : « Venez voir comment on meurt pour 25 francs ! »

Tous ces faits sont connus. Ce qui l'est moins, ce que l'auteur a étudié de plus près, c'est le mouvement d'idées qui prépara un tel effort de libération. Pour juger de l'ampleur de ce mouvement, il faut se reporter à 1815. Avec les souverains, rentrés en France dans les fourgons de l'étranger, l'intolérance a reparu. La Terreur blanche s'est abattue sur le pays, les congrégations sont maîtresses. Aussi les sociétés secrètes se multiplient. Elles jouent un grand rôle dans les cinquante premières années du siècle. En 1833 naissent les premières associations d'ouvriers. Le machinisme fait bientôt son apparition et c'est la fin du compagnonnage. Ces événements suscitent une floraison de penseurs. Et nous avons les philosophes utopistes : Saint-Simon, Fourier, Cabet, Leroux, etc. La littérature s'en mêle : « L'ouvrier accède au héros de roman, et aucune objection valable ne s'oppose à ce qu'il apparaisse beau, jeune et entraînant après soi le cœur d'une jeune personne aristocratique. » C'est ainsi que le peintre George Sand dans ses nombreux ouvrages. Le peuple, enfin, prend conscience de lui-même. « Quel est votre état ? demande à Blanqui un

Quand tu seras mort en héros, Dans la prochaine dernière, Et que ta chair, et que tes os Seront éparpillés sur terre, Quand, dans un val ou sur un mont, Tu auras craché tes pommons, D'autres vivront, d'autres naîtront, Et les lilas refléurront.

Et les enfants seront des hommes, Et les hommes seront des moutons ; Ne pouvant pas se diriger Sans la houlette d'un berger, A leur tour ils agiront comme Hier ont agi leurs aînés.

Et les moutons, en rangs pressés, Marcheront droit vers leur supplice. Résignation, lâcheté Non, ce n'est pas encore assez, Ils l'appelleront « sacrifice » !

Honte à toi, qui n'as pas compris Combien la mort est inutile, Et qui ne connais pas le prix Des bois, des monts, et des prairies Et des lumières de la ville !

Les hommes ne sont pas méchants ; Pourquoi faut-il qu'on s'entre-tue Sans savoir pourquoi ni comment ? Combien de voix, combien de chants, Combien de voix qui se sont tuées !... Les hommes ne sont pas méchants...

Debout les gars ! Et haut les cœurs ! Enlancez-vous, formez la chaîne, Pour qu'il n'y ait plus de vainqueurs, De soldat et de capitaine,

Gars de vingt ans, allons, debout ! Sur notre planète en démenée, Jusques à quand souffrirez-vous Que les vieux seuls mènent la danse ?

C'est votre sang qui coulera, Vous avez donc voté au chapitre, Ne soyez plus ceux qu'on leurra... Prenez place, et chassez les pitres !

JEAN ZELLER.

luant la foule le poing levé en marchant bras dessus, bras dessous avec le « fils du peuple ».

Manœuvre criminelle les 40 heures, puis- qu'elles n'existent plus.

En un mot, manœuvres criminelles toutes les réformes du Front Populaire qui n'avaient pour but que d'obtenir les faveurs du peuple « souverain » pour le mieux saigner par la suite. Manœuvre criminelle ayant abouti à l'avortement de toutes ses promesses.

Rien de changé ; faire des promesses

## Quand les moujiks veulent sauver la France

Nous avons eu une belle audience, la semaine dernière, à la douzième Chambre Correctionnelle. L'Humanité et Lucien Sampaix étaient appelés à comparaître devant les juges pour infraction à un récent décret-loi sur la divulgation de renseignements concernant la défense nationale.

Comprenons-nous bien tout d'abord. Le procès intenté à l'Humanité tout comme le décret-loi lui-même constituent une flagrante violation de la liberté de la presse. Ces mesures sont d'un bonapartisme éhonté et tout ce qui reste en France d'hommes attachés à la liberté s'en indignent.

Si l'on devait se conformer au texte du décret en question, il est interdit, du fait qu'un ou plusieurs individus sont poursuivis pour espionnage ou délit similaire, d'en souffler mot. Ainsi le gouvernement, pour se débarrasser d'adversaires politiques, aurait la partie belle. Il lui suffirait de dire de son ennemi qu'il est défectueux devant le tribunal militaire, de le faire condamner, voire même exécuter purement et simplement, sans qu'il soit permis à un journaliste de demander dans sa feuille ce qu'il est advenu de l'inculpé.

De même, dans le cas inverse, il est possible au gouvernement de faire le silence sur une affaire de propagande étrangère dans laquelle sont compromis de notables patriotes, comme c'est le cas dans l'affaire Abetz-Aubin-Poirier et autres. Car il y a des « autres ». Il y en a même tellement, et ils sont si importants, qu'on chuchote dans certains milieux qu'ils furent plus néfastes à l'inculpé Poirier que son ulcère à l'estomac. Mais ceci est une autre histoire.

L'Humanité, comme d'ailleurs beaucoup de journaux, a passé outre aux caprices tout fantaisistes du sieur Daladier et a parlé de l'affaire Abetz plus qu'il ne plaisait à notre apprenti dictateur. C'est donc ce qui lui valait de comparaître devant les chats-fourrés « républicains » de la 12<sup>e</sup> Chambre, lesquels d'ailleurs acquiescèrent Sampaix.

Cela dit, qu'il nous soit permis maintenant de parler en toute liberté de la façon dont nos communistes se présentèrent devant le tribunal. Là vraiment, nous sommes en pleine comédie.

On aura tout vu, dit une chanson populaire. Et on a en effet tout vu, ou plutôt tout entendu. D'abord le spectacle de l'Humanité défendant

la liberté d'écriture constituée à lui seul un numéro de choix. Depuis que des journaux sont saisis, poursuivis, interdits, que des écrivains sont arrêtés, condamnés, pourchassés, tant en France démocratique qu'en Russie stalinienne, on n'a jamais vu l'Humanité s'en indigner. Plus souvent elle a crié : « tue ! » là où les autres se contentaient de dire : « assume ! »

Nos nacos sont donc assez peu qualifiés à pousser aujourd'hui des cris d'orfraie parce qu'ils sont victimes, pour une fois.

Mais le plus cocasse n'est pas là. Le summum du comique fut en réalité atteint par les déclarations à la barre de chacun des « moujiks » qui vinrent témoigner. On peut dire que jamais juges n'entendirent tant de professions de foi patriotique qu'en cette mémorable audience.

Sampaix le premier, lui qui fut jadis objecteur de conscience, eut tout à fait bonne mine quand il exprima « les craintes qu'il éprouvait pour son pays ». Trois quarts d'heure durant, il protesta de son attachement à la patrie et de sa haine de l'ennemi héréditaire qui « veut asservir la France ».

Cachin, le vieux renard, pleurnicha ensuite selon sa légendaire coutume. Comme les besognes les plus difficiles ne le rebutent pas, il entreprit de prouver au président que l'Humanité ne touchait pas d'argent de Moscou. C'est ce qu'on appelle un paradoxe, en bon français. Enfin, et mettant, comme naguère à Strasbourg, ses glandes lacrymales à contribution, le fossile bolchévik s'émut sur la grande pitié qui règne au beau pays de France dont seul le parti communiste conserve les traditions patriotiques.

Il en vint bien d'autres encore qui abondèrent dans le même sens. Darnat, Péri, Cudenet, etc., bref toute la valetaille de la rue de Grenelle, avide de justifier auprès du nouveau tsar les bons gages qu'elle en reçoit.

On vit même le séduisant Aragon faire un plaidoyer pour la liberté de la presse alors même que la veille, dans Ce soir qu'il dirige, il avait applaudi à la saisie de la Jeune Garde, journal des jeunes du P.S.O.P.

Naturellement, l'Humanité appuyait la campagne et en sensationnelles manchettes attestait son parfait loyalisme envers la patrie. « Vive la France ! » s'écriait en caractères énormes sur le numéro qui rendait compte du procès.

Tout cela est bien comique, surtout si l'on se souvient des propos qui se tenaient dans le même journal il y a seulement quelques années. Pour le parti communiste, c'est plus qu'un changement de ligne, c'est un tête-à-queue.

Quant aux bougres qui continuent à suivre, qu'en penser sinon qu'ils sont aussi rebelles à la lumière que la taupe elle-même ? Puisque de l'antimilitarisme exacerbé ils ont pu glisser jusqu'à ce délire nationaliste, ils sont capables d'aller loin encore.

Peut-être, et c'est le plus vraisemblable, jusqu'à première ligne, et, entre nous, ils ne l'auront pas volé. Tout porte à croire en effet, que n'est pas près de revenir le fameux temps des « gueules de vaches ».

En attendant, et c'est je crois la conclusion qu'on en peut tirer, cette séance héroïque-comique a prouvé que, de nos jours, il n'est tels que les Russes et leurs amis pour être d'excellents patriotes français.

MAURICE DOUTREAU.

## Revenus et natalité

« Le Temps » du 10 juillet a publié des « Notes et statistiques » qui établissent « Comment se répartissaient en 1936 les revenus des Français », « La Grande Réforme » en tire les judicieuses réflexions suivantes que nous ne pouvons mieux faire que reproduire.

La lecture et la comparaison des chiffres sont extrêmement intéressantes et éducatives.

Pour nous en tenir au seul aspect du titre de cet article, nous empruntons à notre grand confrère l'extrait ci-dessous :

« Le montant des abattements (y compris l'abattement général de 40.000 fr.) dont bénéficiaient les 1.058.886 assujettis ayant un revenu net de 11.000 à 20.000 fr. s'élevait à 12.209.110.000 fr. sur un revenu net total de 15.959.496.000 fr. en sorte que leur revenu imposable était ramené à 3.750.386.000 fr. »

« 321.325 d'entre eux étaient chefs de famille et avaient une moyenne de 2.725 enfants à leur charge. »

## LES REVENUS SUPERIEURS A UN MILLION

« Les contribuables imposés en 1936 sur un revenu net supérieur à un million étaient au nombre de 510 contre 402 en 1937 ; mais, en 1937, existait une catégorie dite des « rôles individuels » dont on ignorait la décomposition et qui, sans doute, comprenait un certain nombre de revenus millionnaires. »

« Le revenu net global des 510 contribuables dont le revenu personnel dépassait un million s'élevait à 1.201.399.000 fr., ce qui correspond à une moyenne pour chacun d'eux de 2.350.000 fr. environ. Leur revenu imposable (après les abattements légaux) sur quoi était perçu l'impôt général, s'élevait à 1.195.224.000 fr. »

« De ces 510 contribuables, 399 étaient chefs de famille et ils comptaient 441 enfants à leur charge. »

Dans le premier cas, 1.058.886 assujettis à l'impôt, dont 321.325 chefs de famille qui ont, en moyenne, 2 enfants 3/4 à leur charge.

Dans le deuxième cas, 510 contribuables ayant plus d'un million de francs de revenu annuel, dont 399 chefs de famille qui ont en tout 441 enfants à leur charge ; c'est-à-dire 0 enfant, 864 pour les 510 millionnaires et 1 enfant, 10 pour les chefs de famille.

Nous publions ces chiffres pour servir à l'histoire du mouvement démographique de la France, au moment même où celle-ci traverse une phase tragique qu'aggrave la terreur folle de ses dirigeants.

et les tenir, ce sont deux choses différentes.

Cette vieille crapule de Clemenceau, écrivait dans La Mêle Sociale : « Lors- qu'il nous arrive de faire une loi favorable aux ouvriers, nous n'avons rien de plus pressé que de la défaire ».

Et puisque que nous sommes dans les vieux souvenirs, je veux encore ressusciter quelques phrases lapidaires du « Tigre », elles sont vraiment d'actualité.

Un journal du soir publiait dernièrement, au sujet de la dénatalité, un passage du discours prononcé au Sénat par Clemenceau, le 11 octobre 1919. Le voici :

« Vous aurez beau faire tout ce que vous voudrez, la France sera perdue parce qu'il n'y aura plus assez de Français. Eh bien ! c'est un grand malheur, un acte de lâcheté, c'est un renoncement au fardeau nécessaire. Et voyez qui donne le bon exemple : quand je vais dans le Nord, je vois des femmes roses, fraîches, qui me disent couramment avoir huit, dix, douze enfants, etc... »

Et maintenant, mes amis, un coup d'œil en arrière. Lisons La Mêle Sociale et voyons ce qu'écrivait la vieille ganache : Parlant d'une visite qu'il fit à la Petite-Roquette, il écrit (page 46) :

Le cas des époux Schensted est encore plus suggestif. Ils avaient neuf enfants, les imbéciles ! Si le raisonnement interne- nait chez les travailleurs dans les manifestations de fatale vitalité, ils se diraient sans doute qu'il n'y a pas de place pour leurs enfants dans une société qui n'aide que d'amendes et de mois de prison le père neuf fois criminel de neuf petits Français.

N'est-ce pas que ce n'est pas mal, compagnons ?

Puis, un peu plus loin (page 173) :

D'où viennent ces hommes ? Quelles catastrophes ont jeté sur le pavé ces lamentables épaves du travail ? Ils sont trop. Malthus a préché en vain. L'atelier ne peut les tous à la fois. Chacun doit attendre son tour.

Et voici encore (page 47) :

A chaque nouveau recensement, c'est une lamentation générale. Nous ne faisons plus d'enfants. Mais les lois continuent d'écraser le travailleur prolifique pendant que les mœurs stérilisent la bourgeoisie. Quand on se plaint des générations décroissantes, c'est qu'on manque d'hommes pour les fièvres du Tonkin ou de Madagascar.

Pour terminer, voici un petit coup en vache aux camarades curés (V'lan dans les pattes à Baudrillard !) :

« J'avoue que je ne comprends pas très bien comment des gens qui proclament la supériorité du célibat et le présentent comme un idéal de perfection auraient qualité pour nous engager à ne pas faire comme eux. »

Conclusion : Quand Clemenceau a écrit cela, il avait un peu plus de la cinquantaine ; ce n'était donc pas un « péché de jeunesse », comme cherchent à le faire croire tous les renégats pour justifier leurs trahisons.

Ainsi faites-en votre profit.

PIERRE LE MEILLOR.

(1) Editions Gallimard.



## Climat de 1914...

## Oui... de quoi s'agit-il ?

De quoi s'agit-il ? Titre d'une brochure expédiée par les services de la propagande allemande à des milliers de Français.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore si les négociations anglo-franco-russes ont abouti à un accord. Il se pourrait qu'en dernière heure des difficultés fussent soulevées qui ajourneront le règlement. S'il n'en est pas ainsi, si le pacte tripartite est signé, nous ne pouvons que redire ce que nous disions à son sujet : bien loin d'être un facteur de paix, il sera non pas sans doute la cause mais la condition de la future guerre impérialiste. Lorsqu'on remonte aux origines diplomatiques de la guerre de 1914, on est conduit jusqu'aux négociations qui préludèrent à l'alliance franco-russe et un peu plus tard à l'entente cordiale. Ces efforts où la diplomatie française fit preuve d'une habileté et d'une continuité de vue remarquables créaient le climat du conflit qui devait éclater quelques années plus tard. Tous les historiens impartiaux reconnaissent ces faits et ne nient pas qu'ils provoquèrent dans les sphères gouvernementales de l'Allemagne une psychose d'encerclement qui est à l'origine des initiatives qu'elles prirent alors pour se délivrer par une guerre préventive de l'obsession de la peur.

## Le sort de Madeleine PELLETIER

On se souvient de l'arrestation, remontant à quelques mois déjà, de Madeleine Pelletier et de son transfert dans un asile d'aliénés. En ces temps de veritisme intégral, nous n'insisterons pas sur le sort qui est fait à la vieille militante... Mais pour répondre au désir exprimé par plusieurs de ses amis, nous informons qu'on peut la visiter, le jeudi et le dimanche, de 13 à 15 h., à l'asile de Vauluse, par Sainte-Genève-des-Bois (S.-et-O.). On peut aussi lui écrire. Il est inutile de dire que lettres et visites, dans la pénible situation où elle se trouve, seront pour elle d'un grand réconfort.

Madeleine Pelletier a maintenant soixante-quinze ans et elle fut la première femme française qui reçut le titre de docteur en médecine. Mais de cela, Beau-Verrat et son ami Daladier n'ont cure...

## Triomphe du beau Verrat

D'autre part, le camarade Vaast, pour un article paru en mars dernier dans un journal travailliste, la « Gazette bâillonnée », où il exposait les thèses de l'eugénisme et de la limitation consciente, a été condamné à trois mois de prison, en vertu, si l'on peut dire, des derniers décrets-lois sur la propagande anticonceptionnelle. Beau-Verrat peut triompher !

## ARGENTEUIL

Appel est fait à tous les sympathisants pour qu'ils viennent grossir le groupe. Les adhésions sont reçues à la permanence qui se tient tous les dimanches de 15 à 17 heures, 42, rue du Paradis.

« En juin 36, la situation était potentiellement révolutionnaire. Le gouvernement Blum pouvait tout oser, tout se permettre : la bourgeoisie démoralisée eût été incapable de réagir vigoureusement et avec succès.

Si, au pouvoir, le parti socialiste avait fait preuve d'autant de hardiesse et de résolution que lorsqu'il était dans l'opposition, il aurait pu, sûr de l'appui des masses ouvrières, à défaut du renversement total de l'économie politique et sociale que commande le régime capitaliste, infliger à ce régime une blessure dont il lui eût été impossible de se relever et, du même coup, jeter les bases d'un ordre social nouveau.

C'est été, pour les chefs de la S.F.I.O., l'occasion (et celle-ci s'offrait dans les conjonctures les meilleures) d'administrer la preuve que la prise du pouvoir n'est pas le but que le parti poursuit ; mais seulement le moyen d'atteindre ce but.

MAIS...

C'est ainsi que se terminait l'article publié par le *Libéraire* la semaine passée.

ET L'ENCHAÎNE.

MAIS...

Mais, quels qu'ils soient et quel que soit le parti auquel ils appartiennent, les hommes politiques, quand ils sont parvenus au pouvoir, sont tous les mêmes, partout et toujours : c'est lorsque, en vue d'appliquer leur programme, ils peuvent tout oser qu'ils n'ont rien ; c'est lorsqu'ils peuvent tout entreprendre qu'ils s'entreprennent rien ; c'est lorsqu'ils peuvent faire honneur à tous leurs engagements qu'ils n'en respectent aucun ; c'est lorsqu'ils peuvent transformer en réalités fécondes les prestigieuses espérances qu'ils ont fait naître qu'ils sèment la déception ; c'est lorsque ceux qui leur font confiance s'écrient : « Enfin ! » qu'ils disent : « Non ; pas encore ! »

Alors, l'un, se croyant déjà, quoi que modeste et humble *Fils du Peuple*, un dictateur génial, déclare qu'il faut SAVOIR TERMINER UNE GRÈVE ; et les usines et les magasins, les ateliers et les boutiques se vident de leurs occupants.

L'autre, sur le ton doctoral qui sied à un esprit éminent, enrichi de savoir et d'expérience, prend un air inspiré et laisse entendre que COURIR TROP VITE ET ALLER TROP LOIN, C'EST DÉPASSER LA MESURE ET RISQUER DE SE ROMPRE LE COU ; et l'on marque le pas.

L'autre enfin, gonflé d'orgueil au spectacle des avantages déjà obtenus et se flattant de pratiquer sagement et prudemment cette stratégie guerrière qui ordonne de consolider les positions acquises et d'y laisser se reposer les troupes en marche, afin que, grâce à cette halte, elles s'élancent plus impétueusement que jamais à l'assaut de positions plus avancées et mieux défendues, l'autre, dis-je, COMMANDE « LA PAUSE ».

On connaît la suite. Il serait cruel d'insinuer.

(1) Voir les deux précédents numéros du *Libéraire*.

Nous ne prétendons pas qu'il soit vrai, à la lettre, que l'histoire se renouvelle et que nous soyons revenus exactement à la situation de 1914. Trop d'éléments concourent à former ce qu'on appelle justement une conjoncture et parmi ceux-ci on en découvre tout l'orientation diffère absolument avec ceux du passé. Toutefois, à ces atténuations près, on peut affirmer que l'histoire se répète, comme la physique, cette loi que les mêmes causes produisent les mêmes effets. La même politique qui, comme en 1914, aboutit à la formation de blocs impérialistes puissamment armés et décidés soit à conquérir, soit à conserver, doit produire aussi la guerre.

Ce n'est pas le sentiment de Bergery et de la *Flèche* qui, tout en maudissant le stalinisme, prétendent se l'associer et grâce à cet appui pouvoir négocier avec l'Allemagne. Etre forts pour imposer la paix fondée sur l'égalité de toutes les nations devant les biens de ce monde, telle serait la justification de l'alliance anglo-franco-russe. Est-il besoin de dire que ces vœux nous apparaissent bien chimériques et qu'après tout, Hitler aurait bien tort de s'attendre à quelque remède de ce genre de la part des gouvernements qui n'ont rien renié de la doctrine de Versailles. Le « pas un pouce, pas un droit » de Daladier exprime assez bien leur pensée. Sans doute ont-ils pu céder devant l'Allemagne déchirant tel ou tel article du traité, mais c'était précisément dans la mesure où l'Allemagne leur faisait peur.

Céderont-ils demain ? Tragique interrogation. S'ils abandonnent Dantzig à son sort, ils renforceront formidablement l'impérialisme allemand qui pourra désormais contrôler la Pologne. S'ils refusent de céder devant la menace, la guerre s'inscrit dans les perspectives immédiates du monde. Personne ne peut sous-estimer la grandeur du péril.

Reste évidemment l'hypothèse où Hitler céderait sans recourir à la guerre. Beaucoup de Français, mal informés des choses d'Allemagne, nourrissent cet espoir en spéculant sur une prétendue division de l'opinion et des hommes politiques d'outre-Rhin. Or, s'il est actuellement une certitude, c'est que le peuple allemand est tout entier derrière son Führer. Comment d'ailleurs en serait-il autrement dans ce pays soumis à l'habile et unilatérale propagande du Dr Goebbels et pourquoi l'affaire de Dantzig apparaît-elle sous son angle exclusivement sentimental ? Voilà des milliers d'Allemands constituant la grosse majorité de la Ville Libre qui, depuis des années, réclament leur rattachement au Reich. Par quelle aberration démoniaque les empêche-t-on de rejoindre la mère-patrie ? Pourquoi ces alliances impérialistes tramées dans l'ombre afin d'empêcher qu'un peuple puisse disposer de lui-même ? L'opinion allemande ne peut pas aller au delà de ces questions simplistes. A ses yeux le Führer incarne la justice qui doit précisément faire reconnaître ce bon droit. Et le Führer lui-même ne peut pas sans se déjuger aux yeux de son peuple céder sur ce principe.

## PETITES ÉTUDES (1)

## La Politique :

ter et les anarchistes ne se plaisent point au piteusement des cadavres.

Toutefois, il convient de faire l'autopsie du défunt : de quoi est-il mort ? Il était en pleine force ; il paraissait doué d'une vigueur peu commune et en possession d'une santé magnifique. L'autopsie révèle qu'il a succombé à une intoxication qu'on peut qualifier de foudroyante. Celle-ci est due à l'ingestion de ce poison qui ne pardonne pas : « le pouvoir ». Aucun homme, aucun parti n'y résiste.

Ce qu'il y a de mieux, c'est que ce toxique dégage un parfum délicieux, une saveur justement réputée et un goût exquis, ce qui lui confère les qualités attractives qui le font étreindre et rechercher par la multitude de ceux qui ignorent sa mortelle nocivité.

Le pouvoir, la pratique du pouvoir, l'exercice de l'autorité entre dans la catégorie de ces stupéfiants qui procurent aux friands de « la drogue » de ravissantes euphories, de merveilleuses illusions, des spasmes d'une jouissance incomparable et les transportent dans les régions paradisiaques... jusqu'à ce qu'ils en meurent.

Les êtres normaux et sains fuient les stupéfiants ; les gens dévorés par la soif du commandement, en proie à la fringale de l'autorité, poursuivent la conquête du poison qui corrompt les plus sains, détruit les mieux équilibrés et tue les mieux portants : LE POUVOIR.

Le nom de famille du *de cujus* dont je viens de faire l'autopsie est « le Front populaire » ; son prénom est « le parti socialiste ».

De profonds.

Il reste entendu que, à l'instar du légendaire et fabuleux Phénix la S.F.I.O. renaîtra de ses cendres. Mais ce ne sera que pour expirer une seconde, une troisième fois jusqu'à ce que s'en suive la mort définitive.

Voilà donc expliqué l'effondrement, après un demi-siècle d'efforts soutenus, d'un parti politique qui, au dire de ses maîtres les plus qualifiés et de leurs disciples les plus fervents, portait en lui toutes les promesses de l'avenir que, devenue raisonnable, éclairée, consciente, l'Humanité vivra.

J'ai pris pour type des constatations qu'il m'a été donné de faire le parti socialiste (S.F.I.O.) ; j'aurais pu faire choix d'un tout autre parti, n'importe lequel, et mes observations m'eussent conduit aux mêmes constatations d'ensemble. J'en apporte la preuve : On vient de célébrer, avec une pompe éclatante, le cent cinquantième anniversaire de la Révolution française. On peut dire que, de 1789 à 1870, se sont succédés les Constitutions les plus diverses et les formes les plus variées de gouvernement : Convention, Directoire, Consulat, Premier Empire, Restauration, Terreur blanche, Monarchie de Juillet, Deuxième République, Second Empire, Troisième République.

Et, depuis le 4 septembre 1870, la France a connu les variétés gouvernementales les plus disparates et les ministères incarnant tour à tour et parfois même simultanément, toutes les couleurs de l'arc-en-ciel politique : « Violet, indigo, bleu, vert, jaune, orange, rouge ! »

Partis de droite, du centre et de gauche, partis bigarrés, arlequins, mosaïques, formés des assemblages les plus étranges et les plus bicornus, tous y ont passé.

Tous s'étaient flattés de faire le bonheur du peuple ; tous avaient juré de briser les boulets, les chaînes, les entraves qui paralysaient la marche vers la terre promise.

Rongés d'ambition, tous les intrigants, roublards, arrivistes et aventuriers se sont tantôt disputé et tantôt partagé le pouvoir, but suprême et unique de leurs convoitises de vanité et d'argent.

Que de séduisantes perspectives offertes, par ceux-ci et par ceux-là aux dévôts du bulletin de vote éblouis par la fascination des programmes !

Et nous voici en 1939.

La terre a été, depuis 1789, cent cinquante fois son entière révolution autour du soleil ; mais les terriens n'ont pas fait la leur une seule fois.

Ceux que les thuriféraires ont appelés les *généralistes* de la Révolution française, ont démolit la Bastille, symbole des lettres de cachet et des détentions arbitraires ; mais les *pygmées* qui osent se dire leurs continuateurs, alors qu'ils n'en sont que les héritiers dégénérés et méprisables, ont bâti, sur les ruines de l'ancienne Bastille, une forteresse autrement solide et mieux défendue par le gouverneur Daladier que par son prédécesseur : le marquis de Launay, massacré par les insurgés du peuple de Paris.

Nous voici en 1939 ; et en dépit des discours ampoulés des bavards parlementaires, en dépit des proclamations boursoifées des chefs de parti et des hymnes d'allégresse et de dévotion que, périodiquement, versent au cœur des déshérités la confiance en des jours meilleurs, rien ou quasi rien n'est venu de ce que ceux-ci attendaient.

Mais il ne peut pas non plus céder parce qu'une défaite à Dantzig marquerait une irrémédiable régression de l'impérialisme allemand revalorisé par le national-socialisme. Rien n'est plus faux que croire à une possibilité d'équilibrer les forces impérialistes ou de stabiliser à un niveau donné les rapports internationaux. L'Allemagne de 1939, engagée dans la conquête de nouveaux territoires à exploiter doit poursuivre son effort en l'amplifiant ou renoncer aux avantages qu'elle a conquis. Ce qui était vrai du temps de Napoléon I<sup>er</sup> l'est plus encore aujourd'hui. Il y a une loi de la marche, un dynamisme, qui commande les rapports impérialistes et empêche tout ajustement statique des intérêts. L'Allemagne reponçant à Dantzig devrait aussi renoncer à la Bohême et à la Moravie. Elle devrait avant longtemps renier l'Anschluss. Hitler le comprend parfaitement au moment où s'engage la partie décisive. Et M. Chamberlain ne le comprend pas moins. On s'étonne parfois devant la gravité de la petite affaire de Dantzig ; mais c'est qu'à son sujet se trouve posée la question brûlante : qui dominera le monde de demain ? Londres ou Berlin ? Nous voici revenus au climat de 1914.

LASHORTES.

## La Tombola du « Libéraire »

## ERRATUM

C'est par erreur que dans la liste publiée la semaine dernière, le numéro 24.862 a été indiqué comme gagnant. A la place, il faut lire 24.962.

## Abonnements au « Libéraire »

FRANCE	ETRANGER
26 N° ..... 14 fr. 26 N° ..... 18 fr.	52 N° ..... 28 fr. 52 N° ..... 36 fr.

Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, r. de Bondy, 9, Botzaris, 38-27

## SECTEUR NORD-EST — FEDERATION PARISIENNE

DIMANCHE 6 AOUT

à MONTFERMEIL, au lieu dit « Les 7 Iles »

tous les adhérents du Secteur Nord-Est assisteront à notre

## GRANDE BALADE

Les militants et sympathisants de l'U.A. sont cordialement invités.  
Moyens de transport : Taxis à Jaurès, 5 fr. - Trains à la gare de l'Est.

## Les fossoyeurs de la jeunesse

Il en est de ces fossoyeurs cachés ! Il en est de ces assassins du siècle, dont les crimes abominables trouvent leur justification dans les lois qu'établit, pour les besoins des causes, la société bourgeoise.

Crimes contre la liberté individuelle.  
Crimes contre tout ce qui vit, contre tout ce qui pense.

Crimes contre toute la jeunesse.  
Toutes les formations bourgeoises, de l'école à l'armée, en passant par la police et ses dispositions répressives, sont là, en fossoyeurs de la pensée, en dénaturant l'élévation de la jeunesse nouvelle.

Ce sont elles qui accaparent l'être humain, dès ses premiers pas, le trompent odieusement, le dirigent adroitement vers la soumission totale, et inculquent en lui un sentiment tout de haine, dont la triste application se plaît à déchirer les races.

Ce sont, tantôt l'école, où plus souvent que la vérité et la lumière, le mensonge est répandu dans les cerveaux juvéniles, tantôt le lieu du travail, le bureau paperassier, où s'étiolent la force morale et la force physique de l'être humain, les cités industrielles, où croupissent des milliers de jeunes âmes avides d'instruction évolutive, courbées sous l'exploiteur avaré. C'est l'armée, dont le produit servira, lorsque s'en présentera l'occasion, à livrer aux tonnes d'acier, toute une génération de jeunes hommes en pleine force ; c'est, pour l'instant, le service militaire, où l'on soustrait à la vie de l'homme ses plus belles années pour les offrir en pâture aux requins qui peuplent notre système économique chancelant.

C'est la police, ce sont les lois bourgeoises, qui poursuivent l'individu et le tiennent toujours enchaîné.

C'est l'Eglise et son obscurité qui porte l'entrave à la raison des hommes.

C'est, en un mot, tout le système capitaliste qui s'avère comme le seul responsable de tous les maux dont nous souffrons. Obéir aux lois, se soumettre toujours, même lorsque l'on crève de faim, payer ses impôts, défendre la Patrie, et mourir en héros... voilà tout ce que nous demande le capital.

Il veille à la continuité de cette ignorance de tous, pour mieux exploiter et mieux asseoir son échafaudage maléfique.

Toute une source de travail fécond, de labeur formidable est réduite à néant par l'emploi des méthodes autoritaires qui est l'apanage de sa force brutale.

L'Etat capitaliste s'efforce d'annihiler dans la jeunesse, tout esprit d'initiative, toute tentative de raisonnement juste, tout ce qui reflète une noblesse de pensée et d'action.

La bourgeoisie qui possède des moyens d'oppression formidables est aujourd'hui consciente de sa force et de son autorité. Mais il faut que la jeunesse qui souffre, celle de tous les jours, celle qui produit, toute la jeunesse, qui sue au labeur le comprenne enfin : Nous sommes mal-

gré cela, les plus forts, car nous sommes les seuls à détenir la production de tout !

Ce n'est pas parce que des municipalités de banlieue viennent de mobiliser des jeunes gens de 17 à 20 ans pour la défense passive, en attendant mieux, que toute la jeunesse travailluse doit croire la partie perdue ! Elle n'est jamais perdue ! Nous sommes toujours à même d'avoir la victoire de notre côté, mais il faut mener la bataille rudement, sans défaillance !

A l'action, jeunes amis !

La lutte contre tous ces fossoyeurs demande du cran !

Nous en avons ! Nous en aurons toujours ! Et que tous ces gens qui prétendent faire un tel emploi de la peau et du cerveau de la jeunesse se méfient !

Ils le paieront cher, très cher !

Roger CHRISTIAN.

## Un appel

des

## "Mujeres Libres"

Voici l'appel que nous prient de publier les militantes des Mujeres Libres (Femmes Libres), la vaillante organisation des femmes libertaires qui fit pendant la guerre et la révolution espagnole un si intense labeur social et culturel.

La fatalité de la guerre nous a éloignées de notre pays où nous avons laissé le plus cher de nous-mêmes : l'espérance d'une vie nouvelle, de la liberté ; où nous avons laissé notre famille, notre travail, nos moyens de vivre. Ici nous sommes réfugiées en France, opprimées moralement et matériellement, subissant un véritable traitement de prisonnières, séparées de nos compagnons, de nos fils, de nos frères, ignorant quel sort nous attend demain, et si nous ne serons pas rejetées dans l'enfer fasciste ou déportées dans des terres lointaines et inhospitalières.

Nous subissons cette terrible situation parce que, le 19 juillet, nous fûmes dans la rue, sur les barricades, aux côtés de nos compagnons, dédaignant le péril et que, comme eux, nous nous sommes données corps et âme à la lutte antifasciste. Pendant plus de deux ans et demi.

Par notre condition de femmes, nous sommes dans l'émigration doublement défavorisées. Dans les listes de ceux qui partent pour l'Amérique, ne figure aucune camarade désignée pour son activité militante ; celles qui sont choisies le sont seulement parce qu'elles sont la femme ou la sœur, etc., d'un favori quelconque.

Comme compensation morale et matérielle à cette inégalité de traitement, les de groupe d'aide des Mujeres Libres, dans tous les pays, ont fait un effort immédiat pour les réfugiées espagnoles. Adresser les fonds à la librairie Frassen, 1, place Painlevé, Paris (5<sup>e</sup>), en spécifiant : « Pour le groupe A.M.L. ».

Le gérant : M. BERMONT.  
Imp. Centrale du Croissant (S<sup>e</sup> N<sup>e</sup> 110)  
19, rue du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>

résultats, nous pouvons actuellement préciser la règle du jeu parlementaire qui, par son application ne varie, a acquis la valeur et la force d'une loi de l'Histoire.

Cette loi de l'Histoire, nous la formulons en ces termes :

En politique (dans ce qu'on entend couramment par « la politique » en régime parlementaire) le but vers lequel tendent tous les partis et tous les personnages qui les dirigent est unique et le même.

Ce but, c'est le pouvoir gouvernemental. En conséquence, il s'agit :  
1° De conquérir ce pouvoir ;  
2° De le garder.

Toutes les ressources, tous les efforts, tous les moyens que possède ou peut se procurer un parti politique doivent concourir : d'abord, à s'emparer du pouvoir ; ensuite, à le conserver.

Quels qu'ils soient, ces moyens doivent être utilisés sans scrupule et sans hésitation : « La fin justifie les moyens ».

\*\*

Quand on est parvenu à se bien pénétrer de l'exactitude et de la force de cette loi de l'Histoire, on s'explique sans la moindre difficulté les fineries malhonnêtes, les truquages malpropres, les mensonges, les tartuferies, les bassesses, les trahisons, les saloperies et les turpitudes qui, dans la guerre que se font les partis politiques pour prendre le pouvoir et pour le garder, sont de règle, de tradition et de toute nécessité.

On s'explique, en outre, comment il se fait qu'un parti politique ayant poussé l'audace jusqu'à la témérité afin de se hisser au pouvoir, pousse la modération jusqu'à la lâcheté afin de s'y maintenir.

On s'explique encore pour quels motifs un parti qui est « de gauche » quand il est dans l'opposition fait, lorsqu'il est au gouvernement, la politique qu'y pratiquerait un parti « de droite ».

On comprend enfin la virulence avec laquelle les anarchistes combattent tous les partis politiques, quelle que soit leur couleur et quels que soient leurs chefs.

Ici, comme en toutes choses, s'appuyant sur l'histoire, l'expérience et la raison, les libertaires ont appris que toute l'action politique gravite autour du pouvoir à conquérir et à garder et que l'exercice du pouvoir ne tend qu'à prolonger l'existence d'un monde de détresse matérielle, de servitude intellectuelle et de pourriture morale, dont le mouvement anarchiste poursuit avec persévérance et avec passion l'effondrement définitif.

La guerre est déclarée, les hostilités sont ouvertes entre les forces d'autorité qui ne veulent pas mourir et les forces de liberté qui veulent naître et se développer.

Anarchistes, courage et confiance : les forces de liberté finiront par l'emporter.

P. S. — Le sujet de ma troisième « Petite étude » sera celui-ci :

« PIERRE DIEU, C'EST L'OUTRAGER. »



Par son inertie, la C.G.T. se fait complice des provocations liberticides et spoliatrices de Daladier-Reynaud.

# Le libertaire syndicaliste

La première question — pour le peuple — c'est celle de son émancipation économique qui engendre nécessairement aussitôt et en même temps, son émancipation politique, et bientôt après son émancipation intellectuelle et morale.

BAKOUNINE

## Le peuple français mené à la trique

Les derniers décrets-lois confirment d'éclatante manière ce que nous n'avons cessé d'affirmer : que le mot « démocratie » est un vocabulaire vide de sens et une imposture. Nous avions donc raison de dénoncer le mensonge qui consiste à rapprocher arbitrairement l'idée de démocratie et celle de liberté. N'en déplaise aux filous politiques et aux faiseurs de tout acabit qui vivent de l'exploitation rationnelle de la bêtise et de la veulerie populaires, « démocratie » n'a jamais voulu dire gouvernement du peuple par le peuple (cette expression est d'ailleurs confuse et absurde), mais simplement, du point de vue strictement étymologique, gouvernement exercé sur l'ensemble du peuple par des gens de basse extraction : boutiquiers, aventuriers, proxénètes, renégats, tire-laine, la racaille quoi, se substituant au gouvernement aristocratique, au gouvernement des guerriers. Et si, jadis, les peuples eurent terriblement à souffrir des exactions et spoliations du guerrier — lequel a tout de même été pendant une longue suite de siècles l'idéal héroïque de l'humanité — nous ne croyons pas qu'ils aient eu à se féliciter d'avoir ruiné le pouvoir de l'aristocratie pour en arriver à se faire gouverner par la racaille démocratique menteuse, bavarde et inepte, et vendue aux puissances capitalistes par-dessus le marché, et surtout d'avoir

fait des révolutions sanglantes — avec leur sang comme toujours — pour un idéal politique aussi douteux et aussi contestable. C'est que la démocratie, ce non-sens, n'a par elle-même ni idée ni principes. « Si la démocratie est au pouvoir, ce n'est nullement parce que son droit est supérieur, mais uniquement parce qu'elle a la force », avait dit Proudhon aux aliborons et aux crétiens de la Chambre quarante-huitarde. Eh oui, braves benêts d'électeurs de 1936, votre démocratie, ou plutôt votre démo-ploutocratie, elle est jolie ! Et la Révolution française, que tous les profiteurs du régime, de Daladier à Albert Bayet en passant par Thorez, vous invitent avec cynisme à célébrer, a inauguré en France voilà un siècle et demi le règne de la Finance en même temps que celui du Bavardage creux.

Et c'est ce qui explique que, après que le troupeau aux millions de têtes eut envoyé au Palais-Bourbon les plus inconscients démagogues — ceux qui promettaient le plus, bien entendu — les décrets démagogues se sont immédiatement heurtés à un puissant appareil administratif qui leur a rapidement cassé les reins.

Régime sans principe, la démocratie française est basée à la fois sur la force d'inertie de l'administration et la ruse primaire des politiciens. Or, comme il n'est pas d'exemple qu'un régime politique puisse, avec une constitution aussi immorale, aller bien longtemps, les cadres de l'Etat — ce qui représente l'élément autoritaire dans ce régime boiteux où l'autorité n'ose pas dire son nom — manifestaient depuis des années le désir de modifier la base de cet Etat dans un sens autoritaire ; nul n'ignore que les « grands commis » sont depuis beau temps les vrais chefs, les ministres et les députés étant de plus en plus réduits au rôle de pères tout juste bons pour parader et — hélas ! — discourir sur des problèmes dont ils n'ont même plus à connaître les dessous. La politique des décrets-lois est le plus sûr indice de cette évolution.

Le Front populaire est arrivé au pouvoir à un moment où cette évolution était déjà très poussée, et il devait infailliblement se briser dans une lutte inégale. Mais en obligeant Blum à prendre lui-même des mesures de décrets-lois, les cadres autoritaires ont été les vrais bénéficiaires du Front populaire puisqu'ils ont, par ce moyen, amené la masse électorale à accepter ce détournement d'une modification dans la nature de l'Etat qu'il eût été impossible de lui imposer par la force. Grâce au Front populaire, l'Etat français, comme l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, évolue de la ploutocratie à la démocratie totalitaire, et Blum et tous ceux qui l'ont soutenu ont bien mérité du fascisme.

Les décrets-lois Daladier sont un défi à l'idée de liberté. En France, l'homme-matrice, le ro-

bot, tend de plus en plus à se substituer à l'homme trop abstrait, et déjà bien peu libre, dont parle la mensongère « Déclaration » de 89.

Le syndicalisme français était une réaction très saine contre une démocratie politicienne sans principes et sans vertu. Lui seul — s'il eût gardé sa vigueur de jadis — aurait pu éviter au prolétariat l'effrayante démolition due aux stupides illusions démocratiques, et qui le laisse sans force, sans courage, sans révolte devant les coups qui pleuvent.

Un syndicalisme qui ne fait rien et n'agit pas se condamne lui-même.

Les travailleurs n'ont que faire d'une C.G.T. inutile.

MARCEL GUENNEC.

## Repenser le Syndicalisme

### III. — L'action directe

Il n'est pas question dans ce court exposé d'examiner le syndicalisme d'après-guerre par rapport aux problèmes qui avaient passionné la vieille C.G.T., mais plutôt de connaître ce que pensent de ces problèmes les réévaluateurs actuels.

Lutte de classes ? Si les repenseurs officiels condamnent le Front Populaire, c'est pour reprendre de plus belle le fameux plan confédéral. Or, qu'est-il ce plan, sinon l'acceptation par la C.G.T., d'une étroite collaboration avec l'Etat et le Capital non nationalisé ? Et il s'agirait d'une collaboration avec organismes de légifération et d'exécution de caractère économique certes, mais

qui fonctionneraient sous l'aile de l'appareil politique dans un Etat démesurément gonflé en importance et en autorité.

Conseil supérieur économique, assemblée nationale économique, conseils d'industries-clés, de groupes, d'industries-clés, Conseil supérieur des industries nationalisées, tous ces organismes auraient une formation tripartite : salariat, capital, Etat.

Sans doute certains repenseurs, et Du-moulin est de ceux-là, voudraient un plan d'un caractère plus accentué. Si leur point de vue l'emportait, l'Etat y gagnerait en force et une ère nouvelle de l'exploitation humaine s'ouvrirait en France : l'ère des politiciens devenus fonctionnaires économiques (sans jeu de mots), l'ère aussi de l'aristocratie prolétarienne ; enfin le triomphe du fonctionnarisme actuel. Action directe ? Il saute aux yeux que les planistes ne veulent pas en l'appliquant risquer de compromettre l'autorité de l'Etat. Mais ils sont bien ennuyés. Les suppliques Front Populaire n'ont rien donné, les grèves déclenchées et menées par les Partis politiques ont été une catastrophe et les gouvernements n'ont pas voulu accepter les avances qui leur étaient faites. Alors il va falloir en fin de compte parler à nouveau d'action directe, afin de jeter bas ce gouvernement Daladier incompréhensif.

En 1940 il y aura sûrement des politiciens « plus avancés » qui accèperont cette fois le plan de la C.G.T. Nous ne croyons pas nous tromper beaucoup en déclarant que le rassemblement capitaliste à base syndicale désiré en ce moment par la majorité des repenseurs officiels, n'a pour but que de préparer des élections générales vaguement socialistes. Ainsi se fait « respectée » la règle : un syndicalisme libre vis-à-vis des partis (il s'agit du Parti Communiste) et des gouvernements.

Opposition à la Guerre ? Aussi bien tout le monde se dit pacifiste, qu'il s'agisse de capitalistes, de politiciens, de « classes moyennes » ou de prolétaires. Dans le syndicalisme donc pas de bellicisme. Et cependant ! Les syndiqués stalinien sont partisans des surarmements, d'une politique de fermeté intransigeante et tout cela au nom d'un nébuleux antifascisme qui oublie l'existence du fascisme intérieur. Il y a aussi ceux qui sans être stalinien subsistent leur emprise et ne demandent qu'à en découdre ; à peu près toutes les sommités de la centrale syndicale se rangent dans cette tendance.

Et les repenseurs ? Eh bien ils sont « munichois », ils le sont intégralement ou avec des réserves.

Les premiers veulent que les Démocraties procèdent à un partage des terres coloniales, à une redistribution de l'Europe. Les seconds tracent une ligne de repli où les bornes-fontaines deviendraient des mitrailleuses. C'est ainsi que la Tunisie et la Corse ne sauraient être cédées à l'Italie.

Au fond qu'il s'agisse de syndicalistes anti-munichois ou munichois, ils se caractérisent tous par la méconnaissance de l'action internationale prolétarienne. Ces ergoteurs discutent en bourgeois authentiques dans le cadre des nations, des régimes de l'exploitation de l'homme par l'homme, sous l'aile des gouvernements. D'ailleurs, et pour bien illustrer ce que nous venons d'écrire nous trouvons des munichois et des anti-munichois chez les conservateurs ou les droites. Dans les deux camps, donc, de part et d'autre de Munich, c'est l'Union Sacrée !

La comparaison est maintenant faite et nous ne pouvons pas voir une filiation entre les repenseurs officiels d'aujourd'hui et les syndicalistes de l'avant-guerre.

Toutefois il serait injuste de ne pas reconnaître que bon nombre de syndicalistes qui hier étaient Front populaire 100 % revisitent leurs opinions et rompent carrément avec naguère. Ce ne sont pas en grande majorité des « officiels » et nous ne doutons pas que leur méditation actuelle ne soit féconde pour l'avenir. Il semble que l'échec de la grève du 30 novembre, les différents chanagés à la guerre aient provoqué cette coupure. Mais ils flottent. Ils ont été tellement habitués à ne voir dans le syndicalisme qu'un art mineur de l'émancipation des travailleurs ! Leur mépris des politiciens n'est pas équivoque. Vaguement ils pensent à rompre avec l'ordre politique. Il y a là une idée hardie oubliée depuis 1914 et qui n'est en somme qu'une indécente reminiscence, mais les événements vont se précipiter et une cristallisation d'avant-garde pourrait bien se réaliser dans cet esprit en gestation.

Pour montrer que le vrai syndicalisme se réveille il nous suffira de mentionner qu'un meeting des Services Publics qui se tenait il y a quelques semaines à la Bourse, donna du fil à retordre aux organisateurs orthodoxes et au service d'ordre. Des cortèges improvisés défilèrent houleusement, hérissés de cris hostiles. Il y eut beaucoup de bousculades. Un peu partout l'offensive prolétarienne se profile ; elle semble attendre le jour propice au grand dam des permanents Front Populaire et des repenseurs planistes.

M. TIDONE.

(A suivre.)

DELACARGE.

## Sous la raboteuse

### LE BATIMENT NE VA PLUS

Après 36 heures dans toute la région parisienne. Un peu brutalement peut-être ! Mais le samedi et le dimanche, ceux qui avaient l'intention d'enfreindre la loi syndicale devaient vraiment faire des prodiges pour éviter les arguments contondants des équipes de « chasse ».

Après trois ans de front populaire et d'arrachisme bureaucratique, on peut voir tous les samedis et dimanches, des ouvriers peintres suspendus sur un plateau, des menuisiers installant une devanture et d'autres corporations, sans oublier les terrassiers qui, patiotiquement, sont sur la butte, 45, 50 et même 60 heures par semaine.

Dans l'industrie du bâtiment où les syndicalistes s'étaient organisés sérieusement pour s'opposer au sabotage des 40 heures ! Dans l'industrie du bâtiment où domine un chômage formidable, les ouvriers n'ont pu résister à l'appât du gain. Ils ont répondu sans protester aux désirs exprimés par le gouvernement de faire des heures supplémentaires. D'autant plus que leurs dirigeants les encourageaient de la gueule, afin de remonter dans l'estime de Daladier !

Et pour cela, ils devront chasser la bureaucratie stalinienne qui s'est emparée de leurs syndicats et qui est responsable de la situation dans laquelle les compagnons se trouvent.

### LA RADIO ET LA C.G.T.

C'est dommage, les intellectuels de la C. G. T. ses lambours-majors (ceux qui font plan, rap-lap-lap) ne pourront plus exposer à un public inévitable les résultats de leurs discussions spirituelles. Ils devront chercher d'autres « chemins de croix » pour leur plan de redressement économique qui reste « en rade » et dont les « 200 familles » ne veulent pas. Ils devront trouver un autre débouché pour l'écoulement de leur diogenisme verbeux, prétentieux et qui pousse à la somnolence. C'était pratique la radio, pour ces intellectuels qui répugnent au meeting populaire ; ils ne risquaient pas d'avoir la contradiction. Fini ! le quart d'heure hebdomadaire de la C. G. T. n'aura plus lieu. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir d'un autre gouvernement de front populaire.

Ce que je ne comprends pas, ce sont les jérémiades que l'on pousse à cette occasion. Des protestations, des pétitions circulent dans les usines. On parle d'injustice commise à l'égard du mouvement ouvrier. On invoque la démocratie et la défense des lois républicaines.

Mais on s'obstine à ne pas voir les choses clairement. Depuis deux ans, on avait toléré les causeries syndicales à la radio. Elles ne causaient rien. Elles participaient à la campagne menée pour le réarmement et de temps en temps un exposé technique du plan élaboré de la C. G. T. était fait. Cela aurait pu durer longtemps, Daladier ne l'a pas voulu. N'ayant plus besoin des services de ces collaborateurs bénévoles, il s'en sépare. Défenseur de la classe bourgeoise, il mène la lutte de classe. Que la C. G. T. en fasse autant.

JACQUES COPEAUX.

## Les instituteurs et la liberté laïque

Si nous le pouvions, ce n'est pas à un enseignement d'Etat que nous voudrions confier l'éducation des enfants, mais l'école laïque, telle qu'elle est actuellement, est un moindre mal, grâce surtout, il faut le reconnaître, aux efforts du syndicat des instituteurs pour lui conserver un certain esprit de liberté et d'indépendance.

Au dernier Congrès, Dumas a présenté le rapport sur la formation morale à l'école laïque. Ce rapport réproche un catéchisme laïque ; il veut préparer des esprits libres, aptes à se former eux-mêmes ensuite, à qui il faut apprendre à douter. En réalité, on formera surtout des citoyens conformistes imbus des idées républicaines et démocratiques, ce ne sera pas la véritable libération, car il y a trop, dans cette morale, de respect des institutions, de théorie et d'optimisme. Nous sommes de l'avis de Vaquez, c'est une conception bourgeoise de la morale. Pourtant, quelque défectueuse et doctrinaire qu'elle nous apparaisse, cette « morale laïque » s'éloigne déjà des conceptions de Ferry et de Buisson, grâce surtout à l'esprit de ceux qui l'enseignent, elle s'oppose — ô faiblement ! — à une morale d'Etat, elle n'est ni fasciste, ni cléricale, ni chauvine, et c'est ce que beaucoup de gens lui reprochent.

Actuellement, les assauts redoublent contre l'école laïque, contre sa morale, contre ses maîtres. Il faut l'aider à se défendre, car ses ennemis combattent en elle l'esprit de liberté qu'elle comporte et en ses maîtres, le syndicalisme ouvrier. Les attaques sont nombreuses et variées. C'est d'abord la multiplication des écoles dites libres et la concurrence acharnée qui en résulte. Le Congrès du S.N. a étudié longuement la question d'après la documentation de Rollo.

Certains maîtres ont été surpris d'un tel état de choses ; il faut pourtant qu'ils sachent bien que le danger est réel et qu'il faut se préparer à le combattre de toutes nos forces. J'ai eu l'occasion, ces jours-ci, de me trouver dans les départements de l'Ouest de la France. Un camarade du Morbihan me

montrait sur la carte les villages inféodés au cléricisme : ici, sur les quatre classes qu'elle avait, l'école laïque n'en comporte plus qu'une ; là, seule l'école de garçons subsiste ; ailleurs, il n'en reste plus ; dans certains villages, l'école laïque n'a jamais pu être ouverte. Dans les départements voisins, la situation est identique : en Maine-et-Loire en particulier, où les « chouans » sont nombreux, quatre postes d'instituteurs sont encore supprimés cette année.

Pour mener la lutte, les instituteurs ne peuvent compter que sur leur syndicat. La presse, et surtout la presse régionale, quand elle ne multiplie pas les attaques venimeuses contre les instituteurs laïques, montre une bienveillance obséquieuse vis-à-vis de l'Eglise et de ses prêtres. Le gouvernement, les municipalités ne font rien pour soutenir la laïcité. Bien que la loi l'interdise, les vicaires continuent d'enseigner dans les écoles libres ; un instituteur qui veut faire disparaître le Christ de sa salle de classe est déplacé. En Anjou, la loi sur les Congrégations est tournée et une pépinière de frères « quatre-bras » en civil se prépare, dans une sorte de séminaire, à l'enseignement. En Alsace, l'enseignement religieux est obligatoire et le curé a droit de contrôle. La lutte en faveur de l'obscurantisme est menée activement par la haine des uns et grâce à la complicité hypocrite des autres.

Maintenant deux facteurs viennent renforcer l'effort cléricel : l'union sacrée et la propagande nataliste. Il ne faut pas pour l'instant de divisions entre les Français ! Sous ce prétexte on refuse aux instituteurs le droit de défendre la laïcité, on s'indigne de ce que leur syndicat émette des idées non conformistes sur la politique belliciste actuelle ; on n'admet pas que, fonctionnaires, ils demeurent des hommes libres. Par ailleurs, les propagandistes de la repopulation veulent, pour leur politique qui ramène l'homme à l'état de simple reproducteur de viande à boucherie, une famille régie par une morale réactionnaire, par la morale religieuse qui ne tolère l'acte sexuel qu'en vue de la reproduction. C'est pourquoi l'Eglise doit, des

l'école, reprendre les droits qu'elle avait il y a trois siècles.

D'autres dangers encore menacent l'enseignement public. D'une façon moins précise, on veut en changer le caractère : on veut faire des instituteurs des instructeurs en vue de la défense passive. Le Congrès du S.N. s'est d'ailleurs élevé violemment contre cette obligation. Il est encore question de diriger les leçons dans un sens favorable à la population (par quels moyens) ?... Un esprit xénophobe apparaît : au début de juillet, une circulaire a été envoyée aux directeurs et directrices d'école de la Seine, dans laquelle il est dit que, sauf certitude d'indigence, les enfants étrangers n'auraient point droit aux fournitures gratuites et qu'ils ne seraient acceptés en classe que dans la limite des places disponibles. Faudra-t-il dire aussi aux petits Français que leurs camarades d'outre-frontières sont leurs inférieurs et que, hors de son pays, l'homme est un paria ?

Contre toutes ces attaques menaçant la liberté, les instituteurs laïques groupés dans le syndicat sont prêts à lutter ; ils ont des ennemis au sein même du corps enseignant, les « davidés » et les « jeunesses étudiantes chrétiennes » qui groupent des maîtres au service de l'Eglise ; « l'école française » et les syndicats professionnels qui rassemblent des instituteurs aux ordres du militarisme et du capitalisme. Par eux on cherche à atteindre l'esprit syndicaliste dans la corporation et à déconsidérer les maîtres syndiqués auprès d'une certaine opinion publique. Le syndicat des instituteurs triomphera dans cette lutte s'il est soutenu par la classe ouvrière.

Quelles que soient les oppositions et les critiques que nous avons à formuler contre le S.N. pour sa position sur certains problèmes, quels que soient les reproches que nous ayons à faire contre l'enseignement laïque et sa morale souvent bourgeoise, en cette occasion, les instituteurs défendant la liberté de pensée et la liberté syndicale auront l'appui des militants libertaires. Nous n'oublions pas que beaucoup de vieux maîtres ont défendu Ferry et que les plus jeunes en gardent l'esprit.

### UN COUP DE FORCE DE LA FÉDÉRATION DU SPECTACLE

## Va-t-on en revenir à la politique des exclusions ?

La période d'épuration suit son cours au sein de la C.G.T. à l'égard des organisations syndicales hostiles au conformisme des réformistes et au nationalisme des stalinien.

Et le syndicat des employés vient de subir les foudres des bonzes de la Fédération du spectacle qui lui ont notifié sa radiation sous le prétexte qu'il n'avait pas régularisé sa situation financière en 1939. Quand on sait que les difficultés supportées par les petits syndicats on ne peut que flétrir ces procédés totalitaires. Mais si les autres fédérations veulent suivre cet exemple il est à craindre que nombre d'organisations ne subissent le sort du syndicat des employés des spectacles. Il faut d'ailleurs prévoir que l'on se dispensera de telles mesures et pour cause... car s'il fallait citer les chiffres dus par certains syndicats, on serait stupéfait. Il est vrai, ceux-là imprégnés de conformisme, ne risquent pas d'être exécutés par leurs leaders...

Quoi qu'il en soit, cette affaire appartient à l'ensemble du mouvement syndical qui doit prendre position sous risque d'être entraîné vers le renouvellement des méthodes que les vieux militants ont connues il y a quelques années. Il faut dès maintenant s'y opposer de toutes les forces saines du syndicalisme.

(Voici le communiqué que nous fait parvenir le camarade Le Bourre, responsable du syndicat des employés du spectacle sur cette affaire).

### UNE DECISION DE LA FEDERATION DU SPECTACLE

A la suite du Congrès Fédéral de Bordeaux, le bureau administratif de la Fédération Nationale du Spectacle devait faire tous ses efforts pour régulariser la situation défectueuse de certains syndicats. Et pleins pouvoirs furent donnés (?) aux dirigeants fédéraux pour prendre des sanctions.

Ce qu'ils s'empressèrent de faire « en radiant » purement et simplement le Syndicat des Employés des Spectacles de la Région Parisienne, dont le siège est à la Bourse du Travail.

Mon organisation syndicale fut d'abord saisie en date du 28 juin 1939 d'une demande de régularisation de trésorerie. (Je vous signale que nous ne devons rien sur les années précédentes. Il s'agit du compte 1939...)

Puis sans aucun avertissement notre radiation nous fut notifiée le 10 juillet 1939 sans que les dirigeants de notre organisation eussent été convoqués devant la Fédération.

En conséquence, nous avons saisi la Commission des conflits de la C. G. T. qui devra examiner cette affaire.

Mais, de source officieuse, nous avons appris que c'est notre position nette sur les problèmes actuels qui nous vaut cette marque de sympathie... D'ailleurs le tovaritch Amblard (ex-secrétaire de l'Union des Syndicats qui montra son incapacité durant son stage boulevard Magenta) au cours du dernier Congrès de l'Union de la Seine, nous avait menacés de représailles ?

Nous regrettons que la Fédération du Spectacle ait cru utile de suivre ses conseils en prenant une telle décision à l'égard d'un syndicat qui n'a qu'un seul défaut, celui d'être l'ennemi du conformisme quel qu'il soit, et de la brosse à reluire...

Inutile de vous dire que nous sommes décidés à confondre les « Totalitaires » du Spectacle qui s'imaginent qu'un trait de plume suffit à rejeter hors de la C. G. T. un syndicat qui reste fidèle à la Charte d'Amiens.

RAYMOND LE BOURRE.